

Les recommandations de l'Organisation de Coopération et de développement Economiques (OCDE) sur les politiques de financement du système de santé et des innovations.

(Rapport du 16 janvier 2017)

http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/social-issues-migration-health/managing-new-technologies-in-health-care_9789264266438-en#.WInLMGMXSRs#page14

Qu'elles soient publiques ou privées, les dépenses de santé représentent en moyenne 10,2 % (« Les échos » / source : OCDE) du PIB (produit intérieur brut) des pays de l'OCDE.

Une série de nouvelles technologies arrive sur le marché de la santé, et les coûts ne cessent d'augmenter. La médecine de précision basée sur des diagnostics génétiques (médecine personnalisée), les nanotechnologies, les applications santé pour Smartphone ou encore l'analyse des données de santé représentent certes de considérables possibilités, mais obligent tous les acteurs à s'adapter.

Parmi les nouveaux défis que doivent affronter les systèmes de santé, on retrouve notamment le traitement des données de santé. Selon le rapport de l'OCDE, ces dernières représentent non seulement un potentiel en matière de recherche et d'évaluation de l'efficacité des traitements, mais encore la possibilité d'améliorer les systèmes de santé et la surveillance épidémiologique. Cependant, les exploiter nécessite des cadres de gouvernance pour limiter les risques d'une mauvaise utilisation. Un cadre réglementaire doit par ailleurs être adopté pour les services de santé utilisant les technologies mobiles ("mHealth"). Le but est de s'assurer de gérer la confidentialité des données et leur qualité.

L'OCDE se demande également comment garantir l'accès, au plus grand nombre, à des traitements offrant une réelle valeur ajoutée, tout en garantissant la sécurité des patients et l'emploi efficient des moyens. Tout cela, bien sûr, en garantissant la viabilité financière des systèmes de soins et la rémunération des investissements industriels. En effet, Selon l'OCDE, il ne faut pas négliger le fait que le système actuel (remboursement, parcours réglementaire et institutions) finisse par devenir archaïque. Car c'est désormais les pays riches qui ont du mal à financer les médicaments coûteux. L'organisation prévient d'ailleurs que certaines technologies ne justifient pas leur coût et que de nombreux produits sont autorisés et utilisés, alors même que les preuves de leur innocuité et de leur efficacité sont insuffisantes. Une des recommandations pour diminuer ce phénomène est de diminuer la prise en charge financière des innovations qui n'ont pas de réelle valeur. Les systèmes de santé nationaux doivent donc améliorer leurs procédures, financer davantage la recherche et mieux évaluer les innovations.

Le rééquilibrage du pouvoir de négociation entre les acheteurs et les vendeurs semble être une nécessité dans certains cas et devra être facilité par un renforcement de la coopération et une plus grande transparence, selon le rapport.

Dernier aspect du rapport sur lequel se pencher : le prix des traitements des maladies rares qui semble se justifier par la valeur et la taille du marché de la population cible pour le vendeur (plus la

population est petite plus le prix sera important). Les médicaments à fort potentiel pour les maladies graves où il n'existe actuellement aucun traitement devraient être rendus accessibles plus rapidement aux patients, quitte à les alerter de ce statut expérimental, appuie aussi le rapport. Enfin, les États devraient revaloriser aux yeux des organismes de recherche privés la recherche contre le sida /VIH, la tuberculose, la résistance aux antibiotiques et les troubles démentiels, qui ne la jugent à ce jour pas assez attrayante.